

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 4 mai 2021

### **Lutte contre la précarité des jeunes : les territoires urbains se mobilisent et proposent quatre scénarii d'expérimentation au gouvernement**

La crise sanitaire de Covid-19 a aggravé les difficultés sociales auxquelles les jeunes sont confrontés. Les jeunes en emploi plus précaire subissent de plein fouet l'impact économique de la pandémie. Le taux de chômage a progressé davantage pour les jeunes (+2,6 points) que pour les autres classes d'âge en 2020.

**Alors que 75 % des adultes de 18 à 24 ans vivent dans une zone urbaine, de nouvelles réponses doivent être portées par les grandes villes, agglomérations et métropoles pour lutter contre la précarité des jeunes.**

Sur ce constat, France urbaine a souhaité disposer d'un panorama de la situation pour proposer aux territoires urbains volontaires des démarches expérimentales, respectueuses de la diversité politique des élus, susceptibles d'être mises en œuvre avec l'État et les collectivités concernées, et surtout s'inscrivant dans une logique de démonstration par la preuve.

Ainsi, l'association présidée par Johanna Rolland, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole, a missionné Mathieu Klein, Maire de Nancy, président de la Métropole du Grand Nancy et co-président de la commission « Solidarités, lutte contre les inégalités et la pauvreté » de France urbaine. Un cadre et des objectifs de travail ont été définis, une douzaine d'auditions ont été menées auprès de membres de gouvernement, associations d'élus, têtes de réseaux des opérateurs et acteurs sociaux, organisations syndicales et des associations œuvrant au quotidien.

A l'issue de ce travail d'enquête et d'auditions, France urbaine propose [4 scénarii d'expérimentations](#) au gouvernement pour lutter contre la précarité des jeunes âgés de 18 à 25 ans :

- Privilégier l'accès aux biens et services essentiels contre la précarité
- Ouvrir un droit universel à l'accompagnement vers l'emploi
- Accompagner l'universalisation de la Garantie jeunes
- Créer un revenu de solidarité jeunesse

**France urbaine propose que cette expérimentation soit confiée à 12 territoires urbains volontaires, soit trois territoires pour chaque scénario. Chaque expérimentation durera deux ans durant laquelle 1000 jeunes par territoire bénéficieront des actions menées.**

L'association propose également la mise en œuvre d'un Comité de pilotage national des expérimentations, co piloté par France urbaine et l'État réunissant l'ensemble des acteurs concernés et la création d'un conseil scientifique, chargé de préparer le projet d'appel à manifestation d'intérêt, de proposer des critères scientifiques de validation communs aux projets d'expérimentation et de proposer les projets d'expérimentation à la labellisation par le comité de pilotage et de valider les protocoles d'évaluation proposés par les projets retenus.

**Les élus des grandes villes, agglomérations et métropoles, engagés et constructifs, apportent ainsi leur contribution et des propositions concrètes visant à lutter plus efficacement pour la précarité des jeunes, qui, représentant l'avenir de la France, ne peuvent être laissés sur le bord du chemin. Les élus de France urbaine proposent également une méthode de travail innovante au gouvernement pour définir les politiques sociales adaptées aux enjeux de l'après-crise.**